

1,323,071 en 1921, tandis que les campagnes tombaient de 1,047,923 à 1,038,128, un peu par la défalcation des villages incorporés, défalcation compensée du reste par l'accroissement des autres villages.

Quand nous réclamons de grossir encore les villes par la fondation d'industries nouvelles, nous n'entendons pas exagérer davantage ce déséquilibre. Nous commençons même par solliciter de la colonisation, une politique agraire nettement favorable à l'établissement des familles nombreuses, au lieu du système actuel pour fils unique ou pour déserteurs. La garde de notre meilleur capital humain se réduit à établir annuellement nos dix mille fils de cultivateurs qui ont vingt ans, ces jeunes ruraux qui s'éparpillent à la recherche d'un foyer impossible chez eux, et qui se déversent à faux soit aux Etats-Unis, soit dans nos villes, où ils supplantent nos jeunes ouvriers qui émigrent eux-mêmes. Vingt millions d'acres de terres les appellent; ils n'y vont pas faute d'une aide et faute d'une direction que tout le monde désire.

* * *

Par l'industrialisation, tant agricole que manufacturière, les vieilles terres, peuplées plus dru et bastionnées de petites villes, devraient nourrir le double de la population d'aujourd'hui. En 1924, un million de ruraux vivaient d'un revenu de la ferme de \$139,259,000. Si, par l'industrie agricole, nos terres doublaient leur rendement, ne pourraient-elles pas nourrir deux fois plus de monde?

L'Ontario compte 1,200,000 de ruraux, qui ont produit pour une valeur de \$260,534,000; c'est-à-dire, en biffant cinq décimales, que dix Québécois cultivant à la bonne franquette n'ont gagné que \$1,393. contre les